

**Proposition de témoignage faite par Mr Mamadou Ndiaye chercheur en développement et Enseignant à l'Université Gaston Berger de Saint- Louis**

**Courriel : [alcolm@yahoo.fr](mailto:alcolm@yahoo.fr)**

**Tel : 221-77-543-39-38**

**Expériences des une association villageoise d'épargne et de crédit ou (AVEC de Plan Sénégal à Louga**

Si la plupart des intervenants du champ du développement s'accordent sur le bien-fondé de la de la promotion de la micro finance comme instrument de lutte contre la pauvreté et de l'exclusion financière du simple fait que les pauvres plus que quiconque ont besoins de services financiers. Il n'en demeure pas moins que les effets de la micro finance sur les couches les plus vulnérables peuvent être questionnés au regard de la direction prise par la dynamique qui porte la micro finance dans beaucoup de pays où cette pratique a réussi de s'inscrire dans le paysage financier.

Dans le cas du Sénégal, après une période fulgurante de développement de la micro finance, un vaste mouvement de professionnalisation du secteur a été entrepris. Et les raisons avancées pour justifier cette professionnalisation étaient que l'organisation des pratiques de financement informel.

Après plus d'une décennie de professionnalisation, le constat est établi sur les effets d'exclusion entraînés par cette professionnalisation qui impose des exigences de rentabilité financière aux institutions financières. Or la poursuite de telles logiques s'accompagne forcément de marginalisation de groupes sociaux les moins favorisées et de ce point de vue s'accommodent difficilement avec les considérations sociales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion financière qui étaient à la base de la promotion de la micro finance.

L'expérience nous enseigne que certaines organisations qui avaient suivi ce mouvement de professionnalisation et même appuyé la mise en place des mutuelles d'épargne et de crédit ont buté sur les défis de l'inclusion que posait la réglementation. Et certaines d'entre elles ont effectué un retour sur les formes initiales de microcrédit pour pouvoir atteindre leurs cibles ou adresser les problématiques socioéconomiques qui n'intéressent pas les IMF.

L'expérience sur lequel porte notre témoignage a été initiée par Plan Sénégal et s'inscrit dans cette perspective de conciliation des logiques économiques et sociales à travers des initiatives endogènes de microcrédit. Cela pour pérenniser les structures communautaires de prise en charge des problématiques de la petite enfance en milieu rurale appelées « groupe de jeu ».

**Le groupe de jeu un modèle communautaire de prise en charge du DIPE**

Le groupe de jeu est une réadaptation du Centre d'Éveil Communautaire (CEC) qui était un modèle de structure préscolaire pour les enfants de 3 à 6 ans. Dont l'objectif était de créer un cadre d'épanouissement des enfants de 3 à 6 ans, de fournir un service éducatif à base communautaire adaptée surtout au contexte rurale.

Il faut rappeler que le CEC est une innovation qui a été conçue par la Direction de l'Éducation Préscolaire et Élémentaire(DEPEE) et mise en œuvre avec l'ONG Plan International.

Dans sa vocation le groupe de jeu se positionne comme une structure communautaire de prise en charge des enfants de 0-36 en matière de DIPE. Et dans son approche méthodologique, il s'inspire de l'école maternelle et intègre trois volets :

- Un volet sanitaire qui fait du GJ un point de prestations pour les structures sanitaires.
- Un volet nutritionnel, consistant à assurer le suivi nutritionnel et la prise en charge par un service de repas enrichis pour les enfants.
- Un volet éducatif, consistant à la promotion d'activités d'éveil (créativité, socialisation, et une transmission des valeurs sociales...)

Le modèle privilégie plus la mobilisation de la communauté, dans l'organisation, le fonctionnement et la conception des diverses activités que les aspects infrastructurels.

En somme l'animation et la gestion des GJ sont assurées par des membres de la communauté que sont les "mères-volontaires ayant reçu une formation minimale en matière de suivi et gestion des groupes de jeu.

Il importe de signaler que l'expérience des Groupes de jeux a été soutenue par les autorités académiques de la région de Louga, avec l'implantation de 224 groupes de jeux dans autant de villages. Celle-ci a permis à la région de relever sensiblement le taux de préscolarisation des enfants de 8% à 20,7 %, la positionnant ainsi à la deuxième place après celle de la capitale Dakar.

Cependant, malgré l'importante contribution des groupes de jeux dans l'amélioration de la prise en charge des enfants, dans des zones où l'offre éducative préscolaire est quasiment inexistante, l'appropriation de ces structures communautaires de Développement Intégré de la Petite Enfance posait des problèmes. Ainsi que l'insuffisance de ressources financières pour assurer leur fonctionnement.

Il se trouve que le groupe de jeux du village de Thiékène Ndiaye faisait partie des groupes de jeux qui ne fonctionnaient plus, un an après la fin du Projet de Développement Intégré de la Petite Enfance en 2013. Et absence d'abris, le manque d'appui pour la prise en charge de la nutrition des enfants et une démotivation des mères volontaires ont été les raisons évoquées par les populations comme cause de la non fonctionnalité du groupe de jeux.

Il faut reconnaître que les enjeux de développement de la petite enfance n'étaient pas compris par la plupart des communautés ou ils étaient promus.

C'est ainsi que des ateliers de réflexion et de plaidoyer sur la stratégie de pérennisations des GJ ont été organisés, les femmes de Thiékène y ayant pris part ont été sensibilisés sur l'importance de la prise en charge des problématiques de la petite enfance dans les groupes de jeu. Ce qui les a engagés prendre en compte les GJ à travers leurs activités socioéconomiques.

En effet, les femmes de ce village menaient diverses activités génératrices de revenus: petit commerce, agriculture, maraichage, exploitation de la gomme arabique. Ceci individuellement sur fond propre et sans un appui financier structurant et conséquent de la part d'aucune structure de micro finance.

C'est pour c'est pour relever le défis de pérennisation qu'elles ont décidé de prendre les choses en main en s'organisant en association villageoise d'épargne et de crédit ou

(AVEC/VSL). Actuellement l'épargne mobilisée par l'association a permis de renforcer leurs activités économiques tout en prenant en charge les besoins du groupe de jeux. En effet, les femmes sont parvenues à mettre en place trois caisses VSL pour un total de plus de 60 membres qui ont réussi mobiliser une épargne globale de trois millions de francs ayant permis:

- de remettre en marche le groupe de jeu après plus d'une année de léthargie ;
- d'assurer la prise en charge nutritionnelle des enfants ;
- de dynamiser les activités génératrices de revenus avec l'accroissement des fonds déroulement de chaque membre du groupement
- de prendre en charge la motivation des trois mères volontaires qui assurent l'animation des groupes de jeux ;
- de réfectionner la salle de classe qui abrite le groupe de jeu ;

Le témoignage de l'une d'entre elles donne toute la mesure des progrès réalisés par l'association « Dans notre village nous disposons de trois caisses qui regroupent 66 femmes, nous avons épargné à ce jour trois millions de francs CFA. Ce qui a favorisé notre capacité à investir dans diverses activités génératrices de revenu. Ces caisses nous ont aussi permis de rééquiper notre groupe de jeux en nattes et autres accessoires, et d'assurer quotidiennement, la prise en charge nutritionnelle des enfants du groupe de jeux ». Nogaye 36 ans, membre du groupe d'épargne.

La réussite de cette expérience a amené le management du projet à répliquer le modèle dans les 256 villages qui bénéficient de l'appui du projet pour permettre aux femmes de pouvoir mobiliser leurs propres épargnes pour développer des activités économiques en contribuant aux activités sociales telles l'éducation, la santé, l'alphabétisation des femmes. D'ailleurs les autres unités de programmes de Plan s'inscrivent dans la même dynamique de promotion des VSL dans les autres régions du Sénégal ou l'ONG est implantée.

Il faut noter que le nouvel engouement pour les groupes d'épargne et crédit sous la forme de AVEC/VSL est imputable en partie aux conséquences des limites posées par la professionnalisation, qui dans une certaine mesure avait freiné de telles initiatives endogènes de pratiques financières.

D'ailleurs les ONG internationales comme Oxfam, Catholic Relief Services, utilisent le même modèle basé sur l'approche villageoise et l'épargne sous des formes légèrement différentes Saving group ou Groupes d'Epargne (GEC).

Cependant, malgré la réussite notée dans la remise en marche du GJ, la dynamisation des AGR certaines contraintes continuent de poser de développement de cette expérience notamment le faible niveau d'instruction des femmes, et la faiblesse dans l'implication des hommes (un seul homme membre des Groupes VSL),

Toutefois un certain nombre d'enseignements majeurs ont été tirés de cette expérience à savoir:

- le plaidoyer à la base de l'implication et à la remobilisation des femmes a été un moyen puissant pour changer les comportements de la communauté par rapport au groupe de jeu

- les capacités des communautés à se prendre en charge si elles sont mises devant leur responsabilité sont réelles si elles comprennent les enjeux d'une action de développement
- l'intégration des projets économiques et sociaux est la meilleure perspective pour garantir effectivement la pérennisation des interventions de développement ;
- les femmes sont plus faciles à mobiliser que les hommes dans les actions communautaires et notamment dans les questions de prise en charge de la petite enfance ;
- l'expérience de gestion et de pérennisation des groupes de jeu à travers le VSL est belle et bien transposable.
- les VSL sont des moyens de renforcement de l'autonomisation financière des femmes dans le contexte du milieu rural sénégalais

En perspective l'Unité de Programme de Plan International Sénégal à Louga a entrepris de :

- former les femmes sur la gouvernance organisationnelle, la vie associative et la gestion financière ;
- renforcer l'autonomie des femmes en les impliquant dans les autres actions de développement mises en œuvre dans l'espace villageois ;
- mettre en place un dispositif communautaire de suivi et d'accompagnement des activités socioéconomiques des femmes,
- créer des supports de partage de l'expérience pour une large diffusion dans toute la zone d'intervention.